



La Lettre du Solaire

Décembre 2009 / Vol 9 N°12

Publiée par CYTHELIA sarl,
La Maison ZEN, Chef Lieu, F-73 000 Montagnole
Tel+ 33(0)4 79 25 31 75 Fax+ 33(0)4 79 25 33 09
Editeur: Alain Ricaud, ar@cythelia.fr, Rédaction : Mamadou Kane

Sommaire

• Editorial	2	• Nouveaux Programmes	9
Rendez-vous raté à Copenhague	2	Chine	9
• Tendances mondiales	3	Suntech alimente l'Europe	9
Construction, BIPV et économie	3	Solar India, plan ambitieux ou stratagème ?	10
Europe	5	• Programmes PED	12
Electricité « carbonée » en baisse en 2008	5	Le WEC au secours de l'Afrique	12
• Programmes nationaux	5	• Technologies	12
Etats-Unis	5	Les nouvelles architectures de réseau	12
Le solaire se porte bien	5	• Compagnies	13
Allemagne	6	Q-Cells & LDK Solar	13
Feuille de route en faveur des ENR	6	Enbridge & First Solar	14
Cellules solaires germano-russes	7	• Evénements	14
Espagne	7	2,4 milliards € de l'UE pour les PED	14
Combinaison ENR et dessalement.....	7		
France	8		
Dernières nouvelles des tarifs à la française	8		
CEA, Commissariat à l'Energie Atomique.....	9		
et aux Energies Alternatives	9		
Saint-Brieuc lance l'opération Vir'Volt.....	9		

Publiée par CYTHELIA sarl,
La Maison ZEN, Chef Lieu, F-73 000 Montagnole
Tel+ 33(0)4 79 25 31 75 Fax+ 33(0)4 79 25 33 09
Editeur: Alain Ricaud, ar@cythelia.fr, Rédaction : Mamadou Kane

• Editorial

Rendez-vous raté à Copenhague

Bienvenue à Hopenhague ! Si le Danemark, pays hôte du sommet sur le changement climatique avait pu imaginer l'issue de la rencontre, il n'aurait pas commis l'imprudence d'user et d'abuser de ce slogan. Le monde s'est réveillé samedi 19 avec une sale gueule de bois ; les pays en développement (PED), l'Afrique, une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine ainsi que les petits états insulaires, semblent condamnés à rester la douleur du monde. Au lieu d'un accord, d'un traité, d'une convention, ou d'un quelconque texte juridique contraignant les pays à sauvegarder la planète des dangers parfaitement identifiés qui la détruisent, un texte sans valeur juridique a été présenté, plus ou moins adopté par une partie des participants et aussitôt rejeté par la majorité. En tout une trentaine d'Etats acceptent de faire sienne la déclaration dont la Conférence officielle « a pris acte »... Sans plus. Même si la présidence de la conférence et, après elle les Etats-Unis et même l'ONU, essaye de le présenter comme ayant la « même validité que s'il avait été adopté », ce texte ne contraint personne à quoi que ce soit.

Les grandes lignes de cet « Accord » conclu à l'arraché sont les suivantes :

- **Le constat qu'il faut agir pour limiter l'augmentation de température à 2°C en 2050 par rapport à l'ère pré-industrielle est réaffirmé.** Nulle trace dans le texte de l'accord du corollaire à ce constat, la réduction obligatoire de 50% des émissions de GES. Et surtout nul ne reparle plus des engagements contraignants d'une réduction de 25 à 50%. Avec un tel accord, les pays industrialisés n'iront pas au-delà des promesses faites avant la Conférence, et déjà jugées largement insuffisantes par nombre de climatologues: elles représentent une baisse globale de 8% à 12% par rapport à 1990, année de référence du protocole de Kyoto expirant en 2012, alors que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) recommande une diminution de 25% à 40% d'ici 2020. En d'autres termes, exit Kyoto, protocole contraignant mis en vigueur en 2005 seulement après ratification par suffisamment d'Etats et qui n'aura plus aucune valeur après 2012. Le groupe G77+ qui regroupe les PED et

la Chine avait fait du maintien de cette obligation une condition pour signer tout nouveau traité. En réalité ce qui était en jeu, c'est la reconnaissance de la « responsabilité historique » des pays industrialisés dans le réchauffement climatique. Les Etats-Unis en particulier se sont fermement opposés et l'Europe est restée très ambiguë, une bonne partie des pays européens appuyant cette ligne « négationniste ».

- **Les pays industrialisés feront parvenir leurs engagements volontaires pour la réduction des émissions de GES avant la fin du mois de janvier.** Plus aucune clause contraignante, même si les promesses des uns et des autres ont été réaffirmées avec des objectifs souvent ambitieux... Mais alors pourquoi ne pas les consigner officiellement, s'inquiètent les PED et les ONG ?
- **Les PED présenteront, tous les deux ans les actions pour réduire leurs émissions de GES, dans un rapport qui fera l'objet de « consultations internationales et analyses ».** C'est la grande victoire de la Chine, qui est opposée à tout contrôle international « type OMC » sur son territoire. Elle estime que cela n'est fait que pour favoriser les pays « protectionnistes », entendez les Etats-Unis. Plus aucune trace de l'agence internationale de l'environnement, type AIEA des émissions, que l'Europe (Nicolas Sarkozy en tête) affirme vouloir créer et ouvrir à tous ceux qui désirent y adhérer. Mais sans le G2 (Etats-Unis et Chine) que pourrait faire une telle agence ?
- **De nombreux engagements financiers ont été pris pour aider les plus vulnérables, dont la somme cumulée dépasse même le chiffre de 30 milliards US\$ d'ici 2012, inscrits dans l'accord.** Cette somme doit aussi servir, en plus de l'atténuation des effets du changement climatique, à développer les énergies non polluantes. Paradoxalement, c'est sur le financement que les blocages ont été les moins nombreux. En réalité, si on comptabilise tous les engagements, on est bien au-dessus des 100 milliards US\$ attendus d'ici 2020. Mais là aussi, sans aucun engagement formel, les promesses seront soumises aux aléas budgétaires des Etats. Les ONG craignent que ce ne soit là qu'un recyclage sournois de l'aide publique au développement (APD), qui serait réduite d'autant. Il faut dire que peu de pays ont rempli

les engagements internationaux sur cette question (l'APD devant représenter 0.7% du PIB).

- **Le programme REDD (réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des sols) ne s'est pas concrétisé même si l'idée reste d'actualité.** C'est sûrement le texte qui rencontrait le plus d'unanimité, en raison en partie de l'activisme des pays d'Amérique latine, Brésil en tête, soutenus par l'Europe. Sa subordination à un accord global, a condamné l'accord pourtant proche sur cette question.
- **La réunion de la convention cadre sur le climat entre les 193 pays signataires est maintenue.** « Hopenhague » cède la place à Mexico, tous les acteurs ont essayé de dépasser leur désillusion en faisant de la prochaine réunion du CCNUCC fin 2010 à Mexico la nouvelle « dernière chance ». Il s'agit toujours de trouver un accord prenant la suite du Protocole de Kyoto sur la lutte contre le réchauffement climatique, signé en 1997 et qui expire en 2012.

Que retenir de cette quinzaine de tous les dangers ?

D'abord que la conscience des nations n'arrive pas encore à dépasser leurs intérêts immédiats – ou plutôt celui plus immédiat de leurs dirigeants et de leurs contingences de politique intérieure.

*Ensuite que le tandem Etats-Unis et Chine, alliés objectifs en la circonstance, a dicté sa volonté tout au long de la conférence. **Barak Obama** y a d'ailleurs perdu beaucoup de sa popularité auprès des dirigeants africains qu'il a snobé pour ne pas se mettre en retard à sa réunion bilatérale avec le Premier Ministre chinois, en quittant la salle aussitôt son discours prononcé. Ce sont d'ailleurs ces jeux d'alliance complexes qui ont fini par sauver ce dernier texte du naufrage absolu ; une fois les grandes lignes de désaccord posées, il a été mis au point entre les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud. Toutefois, plusieurs pays, dont la Bolivie, Cuba, le Venezuela et le Soudan, ont dénoncé avec virulence pendant la nuit un texte qu'ils ont jugé inacceptable, car ne fixant pas d'objectifs chiffrés pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.*

*Enfin, que les pays les plus vulnérables sont encore les grands perdants de cette « gymnastique des alliances ». L'Europe – et **Nicolas Sarkozy** le plus actif de ses dirigeants – a été dépassée malgré les accords qu'elle a réussi à passer ponctuellement avec le Brésil et l'Afrique. Le rapprochement n'a pas été d'un grand secours en définitive, l'accord scellé avec le représentant des chefs d'Etats africains n'ayant pas été pris en compte par le chef des négociateurs pour le continent au sein du G77+, un ministre soudanais. Force est de constater que pour avancer il ne reste plus que la pression des scientifiques, des peuples et des ONG. Bien peu au regard des enjeux !*

Mamadou Kane depuis Copenhague

• Tendances mondiales

Construction, BIPV et économie

L'état de l'économie, en particulier celui du marché de la construction, a un impact direct sur le photovoltaïque intégré au bâti (BIPV), plus que sur n'importe quel autre segment ; ce marché est également celui qui propose actuellement les produits les plus chers de la filière que ce soit dans le neuf ou le réhabilité. L'analyste américain *NanoMarkets* pense qu'une croissance soutenue du marché de la construction est nécessaire pour que le marché du BIPV atteigne son potentiel complet ; une telle croissance semble toutefois encore loin, au regard de la situation actuelle. Dans de nombreux cas, le BIPV apparaît encore comme un luxe ; les installations classiques restent largement plus accessibles tout en offrant autant de garantie pour l'intégrité des bâtiments et la production d'électricité. Le BIPV subit le même recul que tous les produits architecturaux de luxe en période de récession. Cependant, l'analyste pense que le BIPV est plus directement influencé par la situation spécifique du marché de la construction que celle de l'économie globale, même si l'impact de cette dernière reste important. Le marché du PV a connu une forte croissance avec l'envol des prix de l'énergie, l'insécurité sur les approvisionnements en énergie fossile et les préoccupations environnementales. Cela a conduit les gouvernements à soutenir plus fortement les ENR et l'électricité solaire en particulier. Le marché de l'immobilier était déjà très atteint par la restriction de l'accès aux prêts. Plusieurs facteurs ont concouru depuis pour saper le marché. La crise financière a durement atteint l'immobilier. La récession qui s'en est suivie a réduit la demande énergétique (-15% rien qu'en Afrique sub-saharienne, qui pourtant souffre d'un déficit chronique en production électrique). Cela a conduit à la baisse rapide des prix de l'énergie, et à un déplacement du centre d'intérêt des gouvernements vers « l'économie de l'environnement ». Avec la baisse soudaine du marché des nouvelles constructions et la grande prudence du secteur bancaire, le financement de systèmes PV pendant la construction – là où c'est le plus rentable – est devenu très difficile, aussi bien dans le neuf que dans l'ancien. Les décisions d'investissement se sont concentrées sur les temps de retour très courts et avec la baisse du prix de l'énergie, le taux de rentabilité du PV ne justifie plus de nouvelles installations. De plus, la raréfaction des investissements a ralenti le développement de nouveaux produits et technologies. L'impact de ce nouvel environnement sur l'industrie PV est très visible. Les cellules c-Si sont en surproduction et malgré la disponibilité du silicium il n'y a plus guère de construction de nouvelles unités. Dans le domaine des films minces, de nombreux producteurs de cellules a-Si ont préféré abandonner